

Brochure n° 3354

**Convention collective régionale**

**BÂTIMENT**

**IDCC : 2707. – ETAM**  
**(Ile-de-France)**

**AVENANT N° 3 DU 16 DÉCEMBRE 2010**  
**RELATIF AUX SALAIRES MINIMA POUR L'ANNÉE 2011**

NOR : ASET1150226M  
IDCC : 2707

Entre :

La fédération française du bâtiment région Paris Ile-de-France ;

La fédération française du bâtiment région Ile-de-France, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise ;

La fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics ;

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment pour la région Ile-de-France,

D'une part, et

L'union régionale des syndicats construction et bois CFDT Ile-de-France ;

L'union régionale professionnelle des syndicats du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes CFTC Ile-de-France ;

La confédération française de l'encadrement CGC BTP, section régionale Ile-de-France,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 13.1 du titre III de la convention collective régionale des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment du 19 novembre 2007 et de l'accord collectif national du 26 septembre 2007 relatif à la classification des emplois des ETAM du bâtiment, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont trouvé un accord sur le barème de salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne).

**Article 2**

Pour les entreprises dont l'horaire collectif est fixé à 35 heures par semaine ou 35 heures en moyenne sur l'année, le barème des salaires minimaux des ETAM du bâtiment de la région Ile-de-France (hors Seine-et-Marne) est fixé comme suit, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011 :

*(En euros.)*

NIVEAU	SALAIRE
A	1 410
B	1 490
C	1 590
D	1 780
E	1 920

NIVEAU	SALAIRE
F	2 265
G	2 525
H	2 750

### Article 3

En application des articles L. 2231-6 et D. 2231-2, D. 2231-3 et D. 2231-7 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), bureau des relations collectives du travail.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi et de la santé.

Fait à Paris, le 16 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)